



# NON À UN CHÈQUE EN BLANC À AGNÈS BUZYN POUR LA DÉMOLITION DE L'HÔPITAL PUBLIC !

sante-secu-social.npa2009.org

**S**ans même attendre la fin du « Grand débat » - qui n'est bien que du bla-bla - la ministre de la santé a présenté ces jours-ci son projet de loi santé qui pourrait être adopté avant l'été. Il permettra au gouvernement de réorganiser par ordonnances la « carte sanitaire ». Il pourra ainsi fermer, d'un trait de crayon, sans aucun débat, des services et des établissements hospitaliers. L'existence sur tout le territoire d'un réseau d'hôpitaux de proximité, avec un service d'urgences, une maternité et un service de chirurgie fonctionnant 24h/24 est une des conditions de l'égalité de toutes et tous devant les soins. Ce maillage a déjà été fortement « détricoté » sous les quinquennats précédents. Il continue de l'être aujourd'hui. Entre 1995 et 2016, 95 services d'urgences publics ont été fermés. En 30 ans, les deux tiers des maternités ont disparu.

Le projet de loi santé prétend consolider les « hôpitaux de proximité » en « labellisant » 500 à 600 d'entre eux. À ce « détail » près que « l'hôpital de proximité » façon Buzyn n'a ni maternité, ni urgences, ni chirurgie. Il ne sera rien d'autre qu'un établissement de gériatrie (EHPAD) ou une maison de santé sans nécessairement des lits de médecine !

C'est donc bien la mort programmée des établissements de proximité conservant encore un minimum de « plateau technique » qu'organise la loi Buzyn, ainsi que l'accélération des fermetures de services et les regroupements aux seins de « groupements hospitaliers de territoires ». L'hospitalisation privée pourra, au passage, récupérer les activités les plus lucratives (chirurgie), pour le plus grand bonheur de ses actionnaires.

La création d'un millier de « groupements professionnels territoriaux de santé », (coordonnant essentiellement des professionnels libéraux) est supposée se substituer à l'hôpital pour répondre à une partie des urgences. C'est oublier que cette permanence ne remplacera rien l'existence de services de soins hospitaliers et que le recours à des médecins libéraux entraîne l'avance de la consultation et des frais non remboursés, qui constituent une barrière à l'accès aux soins.

Comment par ailleurs prétendre faire assurer, dans les déserts médicaux, une « permanence de soins » supplémentaire à des médecins de moins en moins nombreux et de plus en plus débordés ? La disparition de l'hôpital dans les petites villes et les campagnes aura aussi pour conséquence l'aggravation de l'engorgement des plus grosses structures qui subsisteront dans les plus grandes agglomérations.

**Les gilets jaunes** revendiquent justement la défense d'un service public de santé sur tout le territoire. Contre ce saccage de leurs différents secteurs que se soit en psychiatrie ou dans les maternités, ou encore dans les EHPAD les professionnels, les sections syndicales ou associations d'usagers s'organisent dans des cadre de collectifs.

**Pour la psychiatrie** après une première mobilisation réussie le 22 janvier dernier puis le 5 mars plus particulièrement en Normandie, les collectifs soignants, syndicats, associations et partis politiques de gauche (dont le NPA) appellent à se rassembler à Paris le jeudi 21 mars autour du manifeste « Printemps de la psychiatrie ».

**En défense des maternités**, le collectif « C'est pas demain la veille » organise, le week-end des 22 et 23 mars 2019, une deuxième rencontre nationale au Blanc, des collectifs se battant pour la sauvegarde de leurs maternités, pour « Agir contre le plan santé 2023 ».

**Dans les EHPAD**, une intersyndicale très large soutenue par une association de directeurs continue à se mobiliser pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail et la maltraitance qu'elle engendre pour nos anciens. Elle s'est déjà prononcé contre la proposition d'une 2ème journée de solidarité (travail gratuit) qui est de fait une provocation inacceptable.

Face à toutes ces attaques, seule la convergence des luttes de ses différents secteurs pourra faire plier cette contre-réforme, seule l'unité et la lutte prolongées entre les professionnels, les usagers et leurs associations permettra d'imposer le retrait du projet de loi santé.

**Transformons nos colères en lutte généralisée, pour stopper l'austérité, pour obtenir des vrais moyens budgétaires, pour sauver les hôpitaux publics !**

# MENACE SUR L'ASSISTANCE PUBLIQUE, PREMIER EMPLOYEUR D'ÎLE DE FRANCE.

Les mots sont importants. Pour travestir la réalité ou, à l'inverse la nommer, le Directeur général de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris joue sur les deux tableaux. Nommé en conseil des ministres et sous la tutelle de l'Agence Régionale de Santé, M Hirsch est un bon petit soldat.

Contre la la volonté de la majorité des 90 000 hospitalièrEs qui font vivre, nuit et jour, les 39 établissements de l'institution, son plan prévoit la suppression de 6000 postes d'ici 2023. Avec la complicité de certains médecins et d'une partie de la hiérarchie administrative en mal de pouvoir, la direction générale, du plus grand CHU d'Europe, passe en force une nouvelle restructuration de l'AP-HP. Des 12 Groupes Hospitaliers qui regroupaient déjà plusieurs sites, il veut passer à la taille au-dessus pour 4 SupraGH structurés par des Départements Médicaux Universitaires (DMU) qui seront multi-sites.

La dénomination de ces structures abandonne, par glissements successifs les termes d'Assistance Publique, même si les décideurs prétendent agir pour parfaire « le parcours patient » dans l'intérêt de la population

et « les parcours professionnels » dans notre intérêt, les mots sont importants. En ce qui nous concerne, le médecin en charge du DMU « a autorité fonctionnelle sur l'affectation des ressources humaines en fonction des

nécessités de l'activité et compte tenu des objectifs prévisionnels » Tout est dit ! L'objectif est comptable et n'a rien à voir avec une réponse adaptée aux besoins sanitaires de la population et encore moins une quelconque amélioration de nos conditions de travail qui broient certainEs d'entre nous, les conduisant au suicide. Un médecin dont le service a été fermé et l'a contraint à rejoindre un autre établissement, est revenu sur son lieu de travail, a passé sa tenue de travail et s'est jeté du 5<sup>ème</sup> étage. Mais le désespoir n'est pas la seule voie possible, l'alternative c'est la lutte déterminée .Agissons pour ne pas subir! Les collègues des Urgences de l'hôpital Mondor ont, par la grève, gagné des embauches. Celles et ceux qui se battent

peuvent gagner ! Imposons à nos syndicats, de s'unir pour faire échec à cette politique. Le Printemps de la psychiatrie comme les Gilets jaunes indiquent la voie à suivre, prenons, nous-mêmes, nos affaires en main...



**POUR PRENDRE CONTACT**

**WWW.NPA2009.ORG**

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil  
Ou par mail à : [contact@npa2009.org](mailto:contact@npa2009.org)

Nom : ..... Prénom : .....

Tél. : ..... Mail : .....